

**INSTITUTION ADOUR**  
\*\*\*\*\*  
Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour  
\*\*\*\*\*



**Séance du 23 novembre 2016**

Aujourd'hui, le vingt-trois novembre deux mille seize à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Louis Barthou au Parlement de Navarre à Pau sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES  
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE,  
Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

---

**OBJET : Affaires juridiques / DIG restauration de l'espace de mobilité de l'Adour entre Aurensan et Barcelone-du-Gers : Autorisation du Président à ester en justice**

**Exposé des motifs :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Considérant qu'un recours en annulation contre l'arrêté inter-préfectoral n°2012303-003 en date du 29 octobre 2012 portant déclaration d'intérêt général et autorisant l'Institution Adour à réaliser le programme de travaux et d'études relatif à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour entre Aurensan et Barcelonne-du-Gers, a été introduit devant le Tribunal administratif de Pau sous le numéro de requête 1301914 puis devant la cour administrative d'appel de Bordeaux sous le numéro de requête 15BX00699..

Considérant l'accord du Bureau pour une intervention volontaire de l'Institution dans le contentieux précité,

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de l'établissement dans cette affaire,

Considérant la nécessité d'être représenté devant la cour administrative d'appel de Bordeaux,

Il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président à ester en justice dans les instances ci-dessus rappelées,
- de désigner le cabinet LOYVE AVOCATS pour défendre l'Institution Adour dans cette affaire.

## LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

### DECIDE

#### Article 1

- D'autoriser Monsieur le Président à ester en justice auprès de la cour administrative d'appel de Bordeaux dans le contentieux contre l'arrêté inter-préfectoral n°2012303-003 en date du 29 octobre 2012 portant déclaration d'intérêt général et autorisant l'Institution Adour à réaliser le programme de travaux et d'études relatif à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour entre Aurensan et Barcelonne-du-Gers.
- De désigner le cabinet LOYVE AVOCATS pour défendre les intérêts de l'établissement public devant cette instance.

#### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 23 novembre 2016 à Pau

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
15 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

